

# LA LETTRE D'INFO

novembre 2006



*Promouvoir les échanges et les partenariats entre les sociétés civiles !*

## Editorial

A peine deux mois après la précédente mouture, voilà le dernier numéro de la lettre d'EP. Les bonnes résolutions de l'été tiennent donc encore la mer ! La rencontre du dernier jeudi du mois en fait de même – enfin, presque. On y évoque même la future réorganisation de l'association. A ce rythme, la lettre va devenir bimensuelle ! On n'en est pas encore là, mais cela illustre la réussite de la démarche EP. Cette lettre sort ainsi à l'occasion de la rencontre autour des programmes jeunesse qui permettra d'échanger sur nos pratiques avec des militants associatifs du Caucase et d'ailleurs. Événement qui explique par ailleurs notre petit retard de publication ! A côté des rubriques – désormais – habituelles, novembre est aussi l'occasion de mettre en lumière la lutte des Effacés de Slovénie, au travers de l'article de Marie, et de valoriser les missions courtes qui sont un autre pan de nos activités. Et voilà que la prochaine session se profile ... Oui, décidément, EP grandit. Il va vraiment falloir organiser une Assemblée ... Générale !

## Nouvelles de terrain

### **Dans chaque lettre d'EP, l'article d'un volontaire sur le terrain.**

*A côté des sans-papiers, des demandeurs d'asile, et des candidats-au-séjour-en-attente-de-régularisation, l'Etat slovène a inventé une nouvelle formule d'exclusion. Et non des moindres ! Elle touche les « effacés », personnes qui résidaient tout à fait légalement sur le territoire à l'époque yougoslave, et qui ont tout simplement été radiées des listes de résidence au moment de l'indépendance.*

Lundi 16 Octobre, Ljubljana. Sur la place faisant face au Palais de Justice, en cette après-midi d'automne, un curieux attroupement attire l'œil des passants. Un homme, tranquillement installé derrière une table de bureau, propose à qui veut l'entendre une « Destruction gratuite de papiers ! ». Quelques personnes s'avancent, lui tendent leurs papiers, et d'un coup sec il les perfore, entérinant ainsi en un geste simple, mais sans appel, leur mort civile.

Cette scène paraît absurde. C'est pourtant bien ce qu'ont eu à subir quelques 18305 hommes,

femmes et enfants, au lendemain de la sécession de la Slovénie du territoire yougoslave, en 1992. Suite à une décision rendue dans le secret par le ministre de l'intérieur de l'époque, ces personnes ont, au hasard d'une quelconque démarche administrative, pu voir ainsi leurs papiers détruits – avant qu'il n'en soit ainsi de leurs

Sommaire	
<b>Nouvelles de terrain</b>	<b>1</b>
<b>Actualité des programmes</b>	<b>3</b>
<b>Vie de l'association</b>	<b>4</b>
<b>Agenda</b>	<b>5</b>
<b>Voir ... lire ... écouter ... débattre</b>	<b>5</b>

vies. Devenus subitement illégaux, ils ont perdu

leur emploi, leur logement, leur droit à pensions, éducation et assurance, ils ont tout perdu. En un seul geste. Près de 15 ans plus tard, leur sort n'est toujours pas réglé.

### **Un Etat « nouvellement » indépendant**

La Slovénie n'a pas toujours connu les joies de l'indépendance, ni de la souveraineté. En réalité, son territoire est placé depuis des siècles sous l'autorité d'entités plus vastes, Empire austro-hongrois tout d'abord, puis République yougoslave, lors son avènement en 1918. Pendant plus de 70 ans, donc, les personnes disposaient d'une complète liberté de circulation et d'installation sur le territoire, et personne ne trouvait rien à y redire.

Un individu bosniaque, par exemple, pouvait tout à fait se rendre en Slovénie pour y chercher du travail, rejoindre sa femme – ou simplement se changer les idées –, et s'y établir (un peu comme un Lorrain qui déciderait de prendre le large et de s'installer à Paris). Du point de vue de sa situation administrative, il était à la fois citoyen yougoslave (trait commun à tous), d'origine bosniaque, et résident permanent en Slovénie.

Mais subitement, le 26 février 1992, le tout nouvel Etat slovène a décidé de mettre fin à cette situation. Il s'agissait pour lui, on peut le craindre, de s'« adapter » à une vision

Chaque famille, chaque individu isolé n'a donc pu prendre conscience, dans un premier temps, de l'ampleur du désastre. Le choc a été subi comme quelque chose de personnel, de honteux, d'inavouable. Retenus à la frontière, interdits d'accès à l'éducation, au travail, aux pensions pour lesquelles ils avaient cotisé ou à l'assurance maladie, parfois même recevant une visite spéciale de la police en plein dîner, pour une reconduite à la frontière immédiate, ils se sont sentis désarmés. Sans parler de l'humiliation ... Peu à peu cependant, les langues se sont déliées.

### **Emergence d'une lutte**

Parce qu'il est impossible de rester muet face à tant d'injustices, parce que l'homme regorge de talents, dont celui de se lever et de revendiquer ses droits, les Effacés ont progressivement élevé la voix. Il a fallu pour cela qu'ils se rencontrent, échangent sur leur vécu pendant toutes ces années de misère, ravalent leur souffrance et montent sur la place publique.

L'effort n'a pas été vain. En 1999, puis de nouveau en 2003, la Cour Constitutionnelle slovène a jugé l'acte d'effacement contraire à la Constitution, et a de ce fait exigé la restitution immédiate des droits violés, avec effet rétroactif au 26 février 1992. La bataille semblait donc gagnée. Mais c'était sans compter sur les pratiques politiciennes.

Tout à coup, le cas des Effacés a été catapulté au cœur de débats politiques de premier ordre, avec déclarations mensongères, paranoïaques et xénophobes à la clé. Qui sont ces Effacés, sinon

des profiteurs d'un système social réservé à nous, les vrais Slovènes pur souche ? Des gens du sud, paresseux et misérables, de la racaille, une plaie pour notre société. Les politiques sont parvenus à inscrire dans les discours quotidiens cette haine subite de l'« autre », en utilisant bien évidemment l'arme de la monnaie : pour la grande majorité des Slovènes, il apparut tout à fait inconcevable, et injuste, que leurs impôts soient affectés à la réparation de ces parias. Sans compter que l'Etat lui-même risquerait alors la banqueroute [2].

Une négation totale, donc, de la réalité et de l'Etat de droit (qui exige le respect, sinon des hommes, au moins d'institutions telles que la Cour suprême : c'est un principe de base). Si la population adhère sans broncher au système étatique, elle refuse par contre toute idée de responsabilité, qui en découle pourtant. Faire partie d'une société, c'est aussi faire les frais des erreurs qu'elle commet, voire même, en l'occurrence, des manquements graves aux droits humains.

## **Les Etouffés de l'indépendance**

*Par Marie Perrin, volontaire à l'antiracist assembly-Ljubljana, Slovénie*

purement nationale de l'Etat, telle qu'elle sévit en Europe [1], et de construire une citoyenneté slovène ethniquement homogène. Peu importait alors la réalité de la situation, la diversité d'origines composant sa population, le fait que des milliers de personnes aient construit leur vie sur ce territoire et s'y sentent chez eux. Les dirigeants slovènes disposaient depuis peu des outils rutilants de la souveraineté ; il s'agissait donc tout simplement de les mettre en marche ...

### **Sans tambour ni trompette**

Aucun effet d'annonce n'a précédé cet acte d'effacement, de tri sélectif de la population. C'est individuellement que chaque « Effacé » a appris la modification de son statut, sans être aucunement informé des motifs d'une telle relégation. Au détour d'une visite à l'administration ; de retour de voyage ; suite à des problèmes de santé ; lors d'une inscription à l'école ou en fac ; ou tout simplement en se rendant à son travail, il s'est vu signifier qu'il n'était plus rien, aux yeux de l'Etat. Assimilé à un étranger illégal, un indésirable.

Où alors on s'en exclut soi-même, on cesse d'en profiter à son tour, et on part vivre dans les montagnes.

### Les étouffés ne cèderont pas !

La lutte des effacés a donc dû repartir de plus belle. Elle a été soutenue par de nombreuses instances internationales qui, en tant qu'observateurs de la situation slovène, ont redoublé de critiques et de recommandations en vue de l'exécution des décisions prises par la Cour. Le pouvoir en place n'en a pas moins persévéré dans son action de résistance illégale, soutenue pour sa part par des medias acquis à sa cause. Mais la cause des Effacés commence elle aussi peu à peu à vaincre...

Le 16 Octobre dernier, le rassemblement décrit plus haut était destiné à soutenir un individu, lui aussi effacé, poursuivi en justice par trois anciens ministres pour diffamation. Il a en effet à plusieurs reprises, et dans différents journaux, qualifié de « fascistes » les hommes à l'origine de la mesure d'effacement. *Politiquement*, l'affirmation se défend : le terme de « fascisme » est une injure politique en tant que telle, très fréquemment utilisée, or les Effacés tendent justement à acquérir une telle force politique. *Historiquement*, elle n'est pas complètement à côté de la plaque : la sélection de la population, sur des bases essentiellement « ethniques », est un pan important de l'idéologie fasciste ; elle la définit, en quelque sorte, du moins partiellement. *Juridiquement*, la diffamation paraît constituée, ce que l'homme à l'origine de cette insulte ne nie pas. *Humainement* enfin, à chacun de se faire son opinion, sur l'opportunité



d'utiliser telle ou telle arme pour soutenir une lutte : partisans de la non-violence, partisans de l'action, c'est surtout, en fin de compte, une question d'expérience et de caractère, semble-t-il.

Il n'en reste pas moins que, ce jour-là, les portes du tribunal sont restées fermées au public. Ce petit homme n'était représenté par aucun avocat, et n'a pas pu non plus trouver sa force, comme prévu, dans le soutien silencieux de la salle. Il s'est retrouvé seul, face aux juges et à ses poursuivants, ne pouvant compter que sur lui-même pour se défendre – ou tout du moins, résister à la pression ...

Car en réalité, le procès n'a pas eu lieu. Suite à une proposition des ex-ministres, il s'est transformé en une tentative de conciliation, selon des termes simples : des excuses publiques contre un retrait de la plainte. Une autre forme d'étouffement.

La réponse ne s'est pas faite attendre : « Vous voulez des excuses publiques ?! Commencez déjà par présenter les vôtres, 18305 fois. Ensuite nous pourrons discuter ! ». Qu'on cesse donc de se voiler la face : les Effacés, eux, ont définitivement arraché leurs bâillons.

[1] Pour s'en convaincre, ou s'il l'on trouve le propos un peu extrême, ne pas hésiter à lire la passionnante analyse de Georges Corm dans "L'Europe et l'Orient - de la balkanisation à la libanisation. Histoire d'une modernité inaccomplie", Paris, La Découverte, 1989 - Cet ouvrage n'étant pas loin d'avoir joué pour moi le rôle d'une "révélation"

[2] Même si cette république n'a franchement pas grand-chose à envier, économiquement, aux riches Etats d'Europe de l'Ouest.

Une **plainte** a récemment été déposée par onze Effacés devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme (Strasbourg), contre l'Etat slovène. La recevabilité de ce recours sera étudiée à la fin du mois de novembre, et c'est la raison pour laquelle une **Caravane** est organisée, qui cheminera de Ljubljana à Bruxelles, en passant par l'Italie et la France, à la fin du mois. Pour plus de précisions à ce sujet, lire **l'Appel** lancé par les Effacés, visible sur le site : <http://pajol.eu.org/article984.html>

## Actualité des programmes

### Une 5<sup>ème</sup> promo sur le terrain

Au début du mois d'octobre, 14 volontaires sont partis dans le cadre du programme européen de mobilité. Les missions de cette session couvrent 5 thématiques : Agriculture paysanne, Citoyenneté de résidence, Droits des étrangers, Exclusion urbaine et Services publics.

➔ Rafaele, Cécile, Marie et Clémence sont parties respectivement aux Canaries, en République Tchèque, en Slovénie et en Roumanie dans des organisations travaillant avec les migrants ou plus spécifiquement les demandeurs d'asile.

➔ Thomas, François, Justine, Jérôme, Ophélie et Milica sont en Espagne et au Portugal

sur la problématique de la bidonvilisation et du logement précaire.

→ Adeline réalise sa mission à Bruxelles autour de la thématique de la citoyenneté européenne de résidence.

→ Bori est en Hongrie au sein d'une association d'écologie politique, Protect the Future, pour travailler sur l'agriculture paysanne.

→ Sur la question des services publics en Europe, Hélène et Lucia sont en Suède et aux Pays-bas pour renforcer le réseau européen autour des services publics.

Vous pouvez suivre leurs missions durant les 18 semaines au travers de leurs articles sur le site des volontaires :

<http://emi-cfd.com/echanges-partenariats>

### **Missions courtes EP**

Dans le cadre du programme de mobilité « Formation et appui méthodologique aux partenariats transnationaux », EP propose aux formateurs, tuteurs, bénévoles et membres associatifs d'aller à la rencontre de partenaires européens dans le cadre de missions courtes (de 5 à 15 jours) pour travailler sur les modalités de mise en œuvre de partenariats et les montages de projets.

Durant le mois de septembre Sarah Valin, membre de l'AITEC, s'est rendue à Stockholm pour rencontrer des partenaires suédois. Cette mission a notamment permis de préparer la venue d'Hélène Cabioc'h, volontaire du programme européen de mobilité au sein de SKL-Salar (association qui représente l'ensemble des 290 communes et des 18 « régions » de Suède). Durant quatre mois, Hélène travaillera sur la thématique des services publics.

En octobre, Hélène Béguin était à Istanbul pour rencontrer une association travaillant dans un bidonville kurde ainsi que d'autres acteurs travaillant sur les problématiques du logement précaire à Istanbul.

Des offres de missions courtes seront régulièrement proposées tout au long de cette année dans le cadre de ce programme.

### **Rencontre internationale autour des programmes Jeunesse**

Du 8 au 12 novembre aura lieu à Paris, une rencontre entre partenaires Italiens, Français, Turcs, Arméniens, Azerbaïdjanais, Moldaves et Géorgiens. Préparée en collaboration avec l'Assemblée Européenne des Citoyens (AEC), ces 5 jours auront comme objectif de travailler sur les possibilités qu'offrent les programmes Jeunesse de développer des projets partenariaux. Au programme de ces journées : ateliers de travail et rencontres thématiques. Deux soirées de rencontres et débats publics sont prévues. Pour le détail du programme, consultez notre site internet.

### **Prochaine session du Programme européen de mobilité, mars 2007**

La prochaine session du programme européen de mobilité aura lieu en mars 2007. Une quinzaine de missions en Europe seront proposées aux jeunes diplômés, jeunes professionnels, jeunes en recherche d'emplois, militants. Les appels à candidature et les dates exactes de cette 6<sup>ème</sup> session du programme seront annoncés début 2007 sur le site d'EP.

## **Vie de l'association**

### **Compte-rendu du dîner EP du 28 septembre**

Le dîner mensuel d'EP a réuni une vingtaine de participants jeudi 28 septembre à partir de 18h au café très sympa Le Dellys (5 rue des Deux Gares dans le 10<sup>ème</sup> - Métro gare du nord ou gare de l'est).

Au menu, une entrée autour des programmes en cours (départ de la session 5), suivie d'une discussion sur les outils d'EP et notamment la rédaction de la lettre mensuelle et l'alimentation du site Internet, accompagné d'un échange d'informations sur les initiatives de solidarité internationale à venir dans

lesquelles les uns et les autres sont engagés. Un entre plat spécifique a révélé la dynamique du groupe qui travaille sur l'habitat précaire en Europe et la question de la bidonvilisation avant de laisser la place à une discussion de fond sur la structuration de l'association (préparation d'une assemblée générale, élection d'un CA...) Un CR plus détaillé est disponible sur demande à EP.

Les dîners mensuels rassemblent les personnes impliquées dans le projet d'EP, pour débattre des projets présents et futurs de l'asso, de la vie d'EP et de ses membres. Ils ont lieu tous les derniers jeudis du mois.

Prochain dîner débat : le 30 novembre 2006

## **Création d'une nouvelle liste de diffusion [Info EP]**

Une liste de diffusion [Info EP] vient de voir le jour. Cette nouvelle liste regroupera les abonnées de la liste [Promos] c'est-à-dire tous les volontaires ayant participé aux programmes d'EP et les personnes, de plus en plus nombreuses, qui participent ou soutiennent le

projet d'Echanges et Partenariats sous d'autres formes.

Cette liste diffusera des informations sur les activités d'EP (programmes, rencontres, débats), des appels à bénévoles (groupe traduction, participation...) et des informations plus générales sur des projets de solidarité internationale.

## **Agenda**

### **Assemblée européenne de préparation du prochain forum social européen, du 3 au 5 novembre 2006, Frankfurt**

Quelques mois après le 4<sup>ème</sup> forum social européen, moment important dans la construction du mouvement social européen, cette AEP, organisée par Initiative Sozialforum, est l'occasion de repenser et d'évaluer cet événement européen et de préparer le prochain FSE, pressenti pour 2008.

### **Rencontre autour du dialogue arméno-turc, 9 novembre 2006**

#### **Débat « sociétés civiles, libertés publiques et liberté de la presse », 10 novembre 2006**

Dans le cadre de la rencontre du 8 au 12 novembre 2006, autour des programmes Jeunesse (voir page 4), EP organise un débat sur le thème du dialogue arméno-turc, puis une soirée débat « sociétés civiles, libertés publiques et liberté de la presse dans le Caucase (et ailleurs) ». Pour plus de détails, contactez-nous.

### **Semaine de la solidarité internationale, du 11 au 19 novembre**

Associations, ONG, syndicats, collectivités territoriales, établissements scolaires et structures de l'éducation populaire se mobilisent

autour de la solidarité internationale, dans toute la France. [www.lasemaine.org](http://www.lasemaine.org)

### **Université des Alternatives, du 9 au 30 novembre 2006, Bruxelles**

Le GRESEA (Groupe de Recherche pour une Stratégie Economique Alternative) vous propose, dans le cadre de son Université des Alternatives, quatre rendez-vous autour du thème « Europe – Afrique subsaharienne: un nouvel impérialisme en devenir ? », les 9, 16, 23 et 30 novembre 2006 de 18h à 20h30.

[www.gresea.be](http://www.gresea.be)

### **Caravanes des Effacés, du 27 au 29 novembre 2006**

Dépouillés de tous les droits économiques, sociaux et politiques, sans aucun droit d'accès à la citoyenneté et/ou à la permission de résider dans leurs propres maison, les « Effacés » de Slovénie s'organisent ... La Caravane des Effacés partira de Ljubljana le 27 Novembre 2006, et passera par l'Italie et la France, avant d'arriver à Bruxelles le 29 novembre pour présenter le cas des Effacés au Parlement européen. La caravane sera à Paris le 28 novembre. Au programme : conférence de presse et soirée débat.

<http://pajol.eu.org>

## **Voir ... lire ... écouter ... débattre ...**

### **Matériel de la formation au départ du Programme Européen de Mobilité – Session 5**

→ *Migrations et agriculture : Mondialisation des errances*, Dossier Campagnes solidaires N° 191, Novembre 2004.

→ *Services publics et Europe*, Pierre Bauby (AITEC), powerpoint.

→ *Expertise et mouvement social/altermondialiste : de la contestation de l'expertise dominante à l'élaboration collective de voies alternatives*, intervention d'Annie Pourre (No Vox), AG de l'AITEC, 10 juin 2006.

## Livres et articles

→ Une petite piqûre de rappel : la problématique des bidonvilles n'est pas propre aux villes du sud... *Bidonvilles sur Seine*, Ivan Duroy, basta !, webzine, septembre 2006.

[www.bastamag.org/journal/article.php3?id\\_article=114](http://www.bastamag.org/journal/article.php3?id_article=114)

→ Le numéro d'automne de Points de repère, réalisé par Alternatives Internationales, propose notamment un dossier sur La crise en Israël, ainsi que les articles *Liban : la « guerre sans fin »* et *FSM Nairobi 2007 : sortir des sentiers battus*.

[alternatives-international.net/article381.html](http://alternatives-international.net/article381.html)

→ Dans le cadre des rencontres de novembre avec des partenaires du Caucase : *Sur les frontières, dix ans de rencontres de jeunes pour la paix de la Bretagne au Caucase*, publié par l'AEC, 10 euros, contact auprès d'EP.

→ *Education populaire et solidarité internationale*, par Gustave Massiah, paru dans Politis en juillet 2006. L'éducation à la solidarité internationale est face à une importante mutation. Elle est au croisement de deux mouvements, celui de la solidarité internationale et celui de l'éducation populaire qui sont, tous deux, en évolution très rapide. La convergence entre ces deux mouvements

trouve sa nouvelle cohérence dans l'émergence du mouvement altermondialiste. L'éducation à la solidarité internationale prend la suite de l'éducation au développement qui apparaît (...) [reseau-ipam.org/article.php3?id\\_article=1275](http://reseau-ipam.org/article.php3?id_article=1275)

## Issu de missions de volontaires : le Livre noir de Ceuta et Melilla

Une production du réseau Migreurop à laquelle Echanges et Partenariats est associée par sa participation à Bamako lors du FSM et par la publication des photos de Sara Prestianni au sein du livre. Sara est partie dans le cadre des programmes d'EP au Maroc et aux Canaries, à cette occasion elle a réalisé pour la capitalisation une très belle exposition photo d'où sont tirées la plupart des clichés retenus pour le livre. Les photos ont été présentées lors de la soirée de restitution d'EP le 15 juin 2006 et feront l'objet d'une exposition formelle avec la Cimade. Pour plus d'info, une partie de son rapport de mission est en ligne sur le site des volontaires.

<http://emi-cfd.com/echanges-partenariats>  
[www.migreurop.org/rubrique177.html](http://www.migreurop.org/rubrique177.html)

### Adhésion – Appel à contribution

EP a pour but de renforcer les partenariats et les échanges entre organisations de la société civile, convaincu qu'ils participent à la construction d'un environnement solidaire, fondé sur la réciprocité. Notre action de mobilisation des partenaires et des ressources est possible grâce à votre soutien. Votre contribution, quel qu'en soit le montant, renforce l'autofinancement des projets, condition principale de développement et d'indépendance.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Adhésion mensuelle :  10 €

20 €

30 €

Contribution aux initiatives d'EP : ..... €

Echanges et Partenariats - 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris – France  
(33) (0)1 43 48 62 79 – [info@echanges-partenariats.org](mailto:info@echanges-partenariats.org) - <http://www.echanges-partenariats.org>